

18 DECEMBRE 1973

APL ~~LIBERATION~~ NANTES

5 9

Bulletin régional de l'Agence Presse Libération - Imprimerie spéciale A - P - L
Directeur : Maurice Clavel - Rue de Bretagne - Paris - Abonnements : les 12 N°
(soit 3 mois environ) 10 F minimum - Soutien : 15 ou 20 F en timbres ou en chèque
à l'ordre de LIBRAIRIE 71 - 29 rue Jean Jaurès - 44 800 - Nantes. - Vente au N°
au bureau régional " Librairie 71 et à St Nazaire - Librairie " Le Tiers Livre "
55 - avenue de la République - 1 Franc -

L'EXISTENCE DE LIBERATION PRISE EN MAIN PAR SES LECTEURS : LIBERATION DOIT 35,904 millions

Libération est en danger. En nous interdisant de faire aucune publicité, nous avons refusé de devenir une entreprise industrielle et commerciale : c'est à cause de ce refus que nous sommes menacés de disparaître. Nos dettes sont en réalité modestes ; elles ont été contractées au moment du lancement du journal et n'impliquent pas que son fonctionnement soit déficitaire ; mais elles sont urgentes et contraignantes. Nous nous trouvons donc obligés de faire appel à nos lecteurs, à nos amis en leur demandant de nous aider à nous en acquitter. Tous ceux qui le peuvent doivent répondre à cet appel : il faut sauver Libération pour les raisons mêmes qui l'entraînent vers sa perte. La presse française dans son ensemble vise à réaliser un profit et elle est assujéti à certains intérêts économiques. Libération échappe à ces servitudes puisque ce journal ne recherche aucun bénéfice et n'est soumis à aucune pression d'aucune sorte. Il peut parler là où les autres se taisent, là où les autres mentent, il peut dire la vérité, il dévoile dans leurs réalités aussi bien les incidents quotidiens que les grands événements. A travers lui, des hommes s'adressent librement à d'autres hommes. Tout lecteur qui appuiera Libération contribuera à la sauvegarde de la liberté. De la liberté en général et aussi della sienne propre, car ce journal est ouvert à tous ceux qui souhaitent s'y exprimer et qui ne trouveront nul part ailleurs la possibilité de se faire entendre. Libération n'en est encore qu'à ses débuts, mais si le journal survit, il trouvera des moyens de plus en plus efficaces de donner la parole au peuple et de faire exploser la vérité. Vous tous, ses lecteurs, ses amis, faites qu'il survive.

Jean Paul Sartre

=====

St Nazaire : Deux professeurs d'éducation physique menacés de mutation autoritaire.

(Correspondant)

Deux professeurs d'éducation physique sont menacés au moins de mutation d'office pour la rentrée de Janvier. Pour la deuxième année scolaire, ils ont mis en place un enseignement non autoritaire. Ils refusent la conception officielle du sport : entraînement, compétition, recherche du rendement, maîtrise du corps qui vise seulement l'intégration sociale des jeunes? Ils pratiquent une pédagogie anti autoritaire laissant aux enfants la libre disposition de leur corps.

Pour 72-73, ils ont eu l'accord en parole de l'inspecteur (voir APL N° 56). Après plusieurs visites, convocations, audition individuelle, deux inspecteurs leur affirme, avant que le dossier ait même été communiqué au recteur, que la sanction minimum sera la mutation d'office dans une ville "lointaine et calme".

Le 17/12, à l'appel du SGEN, une centaine d'enseignants se sont réunis à Nantes pour envisager la riposte. Une lettre ouverte sera envoyée au recteur, signée par un maximum d'enseignants, dénonçant cette mesure de répression et faisant l'information sur la méthode de travail de ces deux professeurs. Par la suite une riposte plus ferme aura lieu si la mesure de répression est appliquée. L'information et l'action continuent.

A SUIVRE

SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE

- P 1 : Problèmes financiers à Libération. - St Nazaire : répression sur deux professeurs.
P 2 : Congrès de la magistrature
P 3 : La justice mise en cause. - Revue de presse
P 5 : St Nazaire : suite de l'action des M.A. - Cerizay : Représailles contre Cousseau.
P 5 : Châteaubriant : protestation contre la propagande militaire
Nantes : prospectus pour l'armée - un nouveau journal : La Contradiction
P 6 : La Roche sur Yon : Manifestation contre le fascisme au Chili. - Revue de presse.
P 7 : Nantes : Double assassinat de la Dolce Vita(suite).
P 8 : 1ère réunion d'Ar Falz en L. Atl.- Revue de presse - Calendrier.
P 9 : Revue de presse (suite)

Avant de parler du VI^e Congrès du Syndicat de la Magistrature qui s'est tenu au Palais de Justice de Paris les 23- 25 novembre, il est bon d'avoir à l'esprit l'image que donne la Justice.

Un Palais, immense, à la taille de l'orgueil des Hommes. Une multitude de marches pour y accéder, un immense hall dit souvent salle des pas-perdus, des couloirs sans fin et des salles d'audience dont l'importance et la situation sont fonction des affaires à juger.

La salle d'audience. Tout y est aussi démesuré: plafonds, tentures, tapisseries, dorures,.... Dans un coin attend celui ... un fermier, un ouvrier, un habitant des bidonvilles ... dont l'avenir, la vie, vont être joués par quelques hommes, dignes, sûr d'eux et de leur justice et devant qui, tous ceux qui sont dans la salle, doivent se lever lorsque l'huissier de service s'écrit: "Le tribunal".

Les décors sont bien en place, les acteurs aussi, la machine bien huilée et la Justice va pouvoir être rendue "au nom du peuple français". Mais un espoir vient de naître pour les plus faibles, les sinistrés de la Société comme les appelle un magistrat, depuis qu'est né le Syndicat de la Magistrature. En effet, depuis cinq ans plus d'un millier de magistrats s'interrogent.

Quel est donc ce syndicat : quelles sont ces actions ?

Jusqu'en 1968 il n'existait pas de syndicat dans la Magistrature. C'est à cette époque que fut créé le Syndicat de la Magistrature par 150 magistrats, rejoints depuis par 1 300 collègues et dont l'évolution rapide est passée d'une revendication collective mais corporatiste du bon juge et d'une meilleure justice, du rôle qu'on voulait faire jouer aux magistrats dans la société, à une analyse à une critique du fondement même de la loi et du droit que le magistrat doit appliquer et la recherche d'une nouvelle légalité. Au cours des congrès passés (Justice, Argent, Justice et Propriété) le Syndicat a démontré que les puissances d'argent influaient sur les décisions de justice, que la Justice servait la propriété au détriment de l'exploitant, que la Justice servait le capital au détriment du travail.

Le Syndicat dénonce certaines pratiques : circulaires ministérielles, coups de téléphone conversations de couloirs et s'y oppose, réaffirmant son attachement aux grands principes de la constitution.

Son action consiste aussi à contribuer à retirer la Justice des mains de ceux qui l'ont confisquée afin qu'elle soit restituée aux citoyens; l'extrait suivant de la motion "contrôle du citoyen sur le fonctionnement de la justice" votée par le VI^e Congrès est suffisamment explicite:

"Le Congrès: * conteste la légitimité d'un contrôle exercé par la hiérarchie du haut vers le bas, grâce à des techniques qui sont porteuses des valeurs de l'idéologie dominante;

* considère que les seuls contrôles légitimes sur la Justice sont ceux des citoyens au nom desquels elle est rendue;

* propose à cette fin: - d'entreprendre des efforts pour que tous les lieux où le pouvoir judiciaire s'exerce en public soient effectivement ouverts à tous, pour un contrôle effectif pendant tout le déroulement de l'intervention judiciaire tant en matière civile que pénale, de sorte qu'un véritable contrôle horizontal accessible ouvertement à tous les citoyens, puisse se réaliser.

- que les moyens de ce contrôle, qui n'appartiennent qu'aux citoyens, leur soient donnés:

*- par une information complète, totale et publique sur les problèmes du droit et de la justice qui ne se limitent pas aux seuls aspects techniques, éviteraient l'appropriation du Droit par les seuls spécialistes:

*- par l'établissement d'une égalité entre les justiciables isolés de l'institution judiciaire, partie intégrante de l'appareil d'Etat, en permettant aux citoyens d'agir collectivement aussi bien pour se défendre que pour critiquer tant l'institution que ses décisions.

A Nantes, débat : "Ouvriers, paysans, jeunes, face à la justice" le jeudi 13 12 73 à la salle Colbert. Le débat fût intéressant mais limité par la disposition de la salle qui rendait difficile la discussion.

Quelle Justice? Justice de classe ont répondu les intervenants.

-Pour Daniel Palvadeau de la C.F.D.T., la Justice est aux mains des bourgeois et les travailleurs ne peuvent s'y faire entendre. Il donnait un exemple: "à la suite d'un affichage par une section syndicale, le tribunal est saisi. Le jour de l'audience le juge commence par s'adresser à l'avocat du patron pour entendre ses explications. Pendant près d'une demi-heure, celui-ci développe ses arguments. Lorsqu'il a terminé le juge se tourne vers Palvadeau et lui dit: "Vous n'avez rien à ajouter". "Mais si, répond le délégué syndical, et j'ai même des explications à vous donner." Le juge de répondre: "Je n'ai pas le temps, vous vous rendez compte, j'ai encore plus sieurs dizaines de dossiers etc..." Bref, le délégué syndical ne put s'exprimer et l'audience fut clôturée.

Pour Bernard Lambert, du mouvement des Paysans Travailleurs, la Justice doit être rendue par les travailleurs eux-mêmes. Et il donnait plusieurs exemples à l'appui démontrant que devant l'impuissance (la volonté) de la Justice, les paysans en créant un rapport de force avaient obtenus satisfaction devant les tribunaux ou contrés des jugements rendus contre eux.

C'est le cas d'un fermier de Cheix en Retz qui, depuis 3 ans, malgré un Arrêt de la Cour d'Appel de Rennes d'expulsion est maintenu en place.

Pour Henri Leclerc, Avocat qui suit l'analyse des travailleurs, il est cependant nécessaire d'utiliser quand c'est possible les lois pour mettre en contradiction la Justice et le Pouvoir, car pour lui il serait absurde sous prétexte que c'est tout un système qui doit être renversé de se priver de certains avantages de sa loi, qui sont le résultat des concessions arrachées au fil des siècles par les travailleurs.

Pour Jean Pierre Michel et Dominique Charvet du Syndicat de la Magistrature, les magistrats sont de part leurs origines, de part la formation qui leur est inculquée de part la structure hiérarchique de la Justice les défenseurs d'une minorité au Pouvoir pour maintenir son ordre politique économique et social.

De quel droit 4 200 personnes (les magistrats) jugent-elles 50 millions de Français déclarait Dominique Charvet.

Mais devait indiquer Jean Pierre Michel les militants du Syndicat de la Magistrature s'ils s'emploient à restituer la justice aux citoyens sont limités dans leur action et ils ne peuvent pas tout faire tout seuls.

Nous ne retiendrons qu'une intervention de la salle faite par un détenu de prison qui au nom de 4 camarades (dont un absent pour des raisons de sécurité), tous anciens détenus (15 ans, 9 ans, 5 ans, 4 mois de prison) devaient interpeler la salle pour demander combien de temps encore on tolèrera les prisons où sont entassés des milliers de gens dont le seul tort est d'avoir contesté (politiquement, par le vol ou par tout autre acte) cette société de privilégiés et où les prisons sont là pour détruire physiquement ou moralement ceux qui y sont envoyés.

REVUE DE PRESSE : SAINT-NAZAIRE

Mercredi 12 décembre :

- depuis 3 jours, les travailleurs des 6 entreprises de carénage de St Nazaire (300 personnes) sont en grève. L'origine du conflit est une demande d'augmentation des salaires de 4,5 %, de primes de travaux sales et de pistolet de 0,4 % et de préretraite à 60 ans.

- Accords salarial à la SMO : nouvelle grille salariale à partir du 1er décembre
Manoeuvre : 6,26 % de l'heure, O.S. : 6,85 F, O.P.1 : 7,17 F, O.P. 2 : 7,65 F, O.P.3 : 8,14 F.

- Licenciements de 37 membres du personnel horaire à l'entreprise BAUDET. Cela fait suite au cours du mois de novembre à celui de 150 travailleurs intérimaires.

DE Châteaubriant :

NON L'ARMEE N'EST PAS LA VIE DE CHATEAU....

A l'époque de Louis XIV, on saoulait les mecs pour leur faire signer leur engagement . Maintenant l'armée va dans les écoles et passe des films avec un beau baratin .

QUE CACHE CE FILM ET CES DISCOURS ?

L'armée vous donnera un emploi assuré :

nourri - logé - payé -
en un mot la vie de château.

Sous ces apparences de vie rose qui y a t-il ?

- .. Si vous vous engagez , vous serez , sans doute appelé à briser les grèves de vos anciens camarades .(ex : éboueurs , Joint français , Aiguilleurs)
- Si vous vous engagez , vous serez transformés en simples matricules et le Gouvernement vous utilisera pour maintenir son Pouvoir (ex : Mai 1968) . Vous , vous n'aurez qu'à marcher (marche ou crève) .
- Si vous vous engagez on vous dit que vous verrez du pays :

.Au Tcad Tchad: vous serez là pour mater les mouvements d'indépendance de ce peuple .

.A DJIBOUTI : idem .

A la REUNION: pour essayer de maintenir la domination française .

Voilà par exemple ce que l'Armée ne vous dira pas .

MAIS VOUS REAGISSEZ . NE VOUS LAISSEZ PAS PRENDRE A CE JEU .

BOYCOTTER CETTE REUNION .

Et comme par hasard l'armée , pour faire sa réunion distingue le CET du Lycée ; Pourquoi ?

Cresse en l'air
spécial Lycée CET .

COMMUNIQUE DU COMITE DE DEFENSE DES APPELES DE CHATEAUBRIANT : (en supplément à Crosse en l'Air N° 3)

Le comité de défense des Appelés de Châteaubriant veut constituer au sein de la population un mouvement de soutien au contingent capable de s'opposer à la répression militaire (insoumis , abus de pouvoir objecteurs , appelés passant devant les Tribunaux militaires , brimades) .

DE NANTES : Renvoi de propagande militaire dans une école de Atlantique

Fréquemment le Quartier Richemont de Nantes nous envoie des prospectus pour faire de la publicité auprès de nos élèves de la publicité sur l'Armée de l'Air
-les métiers de l'Armée de l'Air
-les écoles
-les amis de concours...

C'est du genre, engager nous , vous serez bien payés et vous verrez du pays ; Agacés nous avons réagi ; nous avons renvoyé au quartier Richemont les prospectus déchirés avec cette lettre.

A signaler : "La Contradiction" , mensuel nantais , le N° 1 est paru , 4 F
Dossiers sur les -Parcmètres
- l'île Beaulieu
- les Marais de Guérande : "Mais où sont les Marais Salants "

5

ENSEIGNEMENT : ST NAZAIRE : ACTION SUR L'AUXILIARIAT ET LES EFFECTIFS (SUITE)

A la suite du retrait par l'administration d'une journée de salaire par heure de cours dédoublées, une centaine d'enseignants de ST NAZAIRE s'est rendue au rectorat où la délégation n'a pas été reçue et où les portes ont été fermées. Puis à l'Inspection Académique où 5 représentants syndicaux ont été reçus par le "conseiller administratif"... qui ne savait rien sur rien et les a renvoyés à une prochaine rencontre avec l'Inspecteur d'Académie. La centaine d'enseignants a occupé pendant un h ur une salle de réunion fort confortable de l'Inspection et a organisé la suite, en particulier la solidarité financière. Pour l'instant elle limite aux enseignants de ST NAZAIRE (1/2 journée de salaire, environ 30 F).

Fonds à envoyer à M. COTELLE C.C.P. 70.50.35 PARIS (en précisant "solidarité financière")

CHRISAY : Vendra di 14 DECEMBRE)

A la suite du licenciement de 27 ouvrières de l'Atelier de l'usine Cousseau, un meeting s'est tenu devant la Mairie de CHRISAY, vendredi soir. Au moins 1000 personnes étaient rassemblées (travailleurs et paysans de la région en majorité) et ont brûlé Cousseau et le Cdt Arzel en éfigie. A la suite du meeting environ 300 personnes - moitié de jeunes, moitié de travailleurs moins jeunes - se sont rendus à la propriété de COUSSEAU ("Le château") ont envahi le parc, l'ont mis à sac, ont encerclé la maison et commencé à mettre le feu aux broussailles qui l'entouraient. Les défenseurs retranchés à l'intérieur étaient prêts, paraît-il à utiliser des fusils. Un fils d'Ameteau (cumulard réputé de la région) vint leur porter main forte. La sirène des pompiers, mit les manifestants en fuite et une demi heure après une soixantaine de flics casqués étaient là pour défendre la propriété de Cousseau.

Après le meeting la CFDT s'est réunie pour décider le plan d'action suivant :

I - constitution d'un dossier complet, précis et chiffré pour bien prouver qu'on ne pouvait rien reprocher au travail de 27 ouvrières depuis la fin de la grève (certains bruits courraient dans les bistrotts qu'elles dormaient sur leurs machines.) Or c'est Cousseau qui a tout fait pour saboter leur travail et imposer des cadences intenable en vue de justifier un licenciement et prendre ainsi sa revanche.

II - information dans toute la région de Cerizay (meeting etc...)

III - soutien financier aux grévistes en vue de leur assurer un salaire normal pendant 3 mois. Déjà des métallos d'une usine voisine ont décidé de verser 10 F par mois.

Les licenciées n'envisagent pas actuellement de reprendre la fabrication sauvage des chemisiers. Des paysans ont proposé de fournir des victuailles à bas prix.

- On a pu voir, alors que les gens qui discutaient encore dans la halle de la mairie finissaient de se disperser. Ameteau, lui-même, et 4 de ses acolytes tentèrent de coincer avec un RI6 un groupe de paysans. Les personnes restantes ont réussi à les faire déguerpir. Pendant ce temps une estafette de la police patrouillait dans le coin après s'être éloignée à 2 km du village. Le RI6 et l'Estafette se sont rejointes et les flics et Ameteau se sont concertés.

"Des membres du collectif"

Les disques PII et le recueil de chansons des grévistes sont disponibles à "La Librairie 71" au prix de 5 F.

: 6

-SUITE DE LA PROPAGANDE MILITAIRE DANS UNE ECOLE DE LOIRE ATLANTIQUE:

Nous avons renvoyé au quartier Richemont les prospectus déchirés avec cette lettre :

Vous avez eu l'obligeance de nous faire parvenir cette documentation à distribuer parmi les élèves (de la 6^e à la 3^e)... Sachez que nous ne voulons en aucun cas nous "prostituer " avec votre sale amie , au service du Pouvoir en place (briseuse de grève) et du capitalisme en général (elle forme les jeunes à la docilité vis à vis des patrons)Sachez encore que nous ferons tout pour discrediter l'armée auprès de nos élèves .(Nous sommes solidaires des Paysans du Larzac , des objecteurs, déserteurs et insoumis , de ceux qui luttent dans les casernes , de ceux qui se battent pour interdire ces essais atomiques à la con d dans le Pacifique ...

signé : un groupe d'enseignants qui , à cause de la répression est obligé de garder l'anonymat) .

PS La prochaine fois envoyez nous " TAM" (magazine de l' Armée française) car vos papiers ne sont même pas bons à mettre dans les WC ce qui vous expliquera pourquoi nous vous les retournons .

LA ROCHE SUR YON :

Samedi 9 : a eu lieu une manifestation contre le fascisme chilien .(29 voitures décorées avec des banderoles et des drapeaux rouges. distribution de tracts aux points stratégiques de la ville .

NANTES : la dans la presse :
DOUBLE

DOUBLE ASSASSINAT DE LA DOLCE VITA OU LA FIN DU " CAID NANTAIS .

Si fermé que soit le milieu des bars et des personnes fructifiant dans l'obscurité complice de la nuit , le voile du mystère se lève considérablement sur ce qui avait été classé tout d'abord comme le double crime d'un excité .

Tout mondain et tout courtois qu'ait été M Gérin , il apparaît maintenant à la faveur , des confidences qui le couvrent de la plus grande discrétion , que le patron de la " dolce vita " n'était rien moins que le président de fait des patrons des bars de nuit ; c'était en quelque sorte le "caïd du "milieu " nantais dont certains ne veulent pas entendre parler .

Résistant pendant l'occupation , M Gérin démontre très tôt ses capacités , en 1945 , en profitant d'un gigantesque trafic de cigarettes américaines qu'il met sur pied avec brio . DE cette maestria dans le sens des affaires , il ne se départira pas . Il gravit les échelons en usant de tous les trafics . On dit communément qu'il s'agissait d'un homme capable de tout , régulièrement armé . Du trafic de drogue au proxénitisme en passant par la traite des blanches avec exportation des femmes à l'étranger ,M GERIN aurait , selon des langues bien informées , trempé dans tout ce qui était susceptible de lui rapporter de l'argent .

Les diamants de Mme Gérin , assez récemment épousée , sont là pour témoigner d'une source de revenus peu avouables . Huit jours avant le double crime , cette personne avait , en effet fait l'emplette d'un diamant , coûtant la bagatelle de 35000F . Si bien gérés que soient les établissements nocturnes dont ils étaient propriétaires, une telle richesse ne peut s'expliquer que par des "extras " sur lesquels il faudra bien que la lumière se fasse .

7
Des gens aux chéquieres bien garnis fréquentaient , dit- on aussi , le "Dolce vita" qui fermait à 5h du matin . Sont évoqués encore l'appartenance de " Gérin aus aux Services d'action civique (SAC) et son militantisme qui lui fit tenir un drapeau en tête d'une manifestation massive de Juin 68 . ENTendu à l'occasion de deux meurtres il y a plusieurs années , le caïd discret du "milieu" nantais qui passait entre toutes les mailles n'a pas échappé aux balles d'un jeune homme dont le sens de la justice s'accommodait mal de la roublardise et de la cupidité des anciens.

Divers voyages d'agrément aux USA notamment, un luxueux appartement en Espagne à proximité de Valence avec un petit Yacht mouillant dans la Méditerranée, une très belle résidence à Treillères, aucun des tenanciers de bars de nuit qui font régulièrement leur métier ne pourraient en faire autant !

C'est si vrai que d'aucuns - pour qui la vérité n'est sans doute pas bonne à dire - ne se gênent pas pour proférer de graves menaces à l'encontre de quiconque peut paraître soucieux de la connaître.

Et peut qu'aucun doute ne persiste la rumeur qui monte du "milieu" fait sérieusement état du décès de Michel Tessier "qui en sait trop". sa mort arrangerait tout le monde. Est-il gardé par la police ?

Presse-Océan 14/12/73

La première réunion d'Ar Falz en Loire-Atlantique s'est déroulée le samedi 8 12 73, au Foyer de la Jeune Travailleuse à Nantes en présence d'une bonne quarantaine de participants. De nombreux membres ou sympathisants d'Ar Falz, empêchés, s'étaient excusés.

Après un exposé introductif de Fanch Morvannou, professeur à l'Université de Bretagne Occidentale, qui a défini Ar Falz comme un mouvement culturel; socialiste et breton, un long débat a permis aux participants d'exprimer leur point de vue; deux thèmes principalement ont retenu l'attention:

§- la position idéologique d'Ar Falz: l'engagement socialiste d'Ar Falz a été critiqué par certains participants voulant mettre uniquement l'accent sur la défense de la culture bretonne. Pour Ar Falz, la culture n'est pas "neutre" et le combat pour la culture bretonne est inséparable du combat pour le développement économique de la Bretagne, la lutte des classes existe aussi en Bretagne.....

§- l'enseignement de la langue bretonne en Loire-Atlantique: un rapide bilan de ce qui existe et de ce qui rest à faire (notamment au niveau universitaire) a été présenté par plusieurs participants. La défense de la langue bretonne est apparue comme l'objectif prioritaire d'Ar Falz mais non le seul: il importe aussi de permettre en Loire-Atlantique l'étude de la Bretagne sous tous ses aspects (histoire, géographie, art, musique, danse....). Il est notamment hors de question d'imposer l'étude du breton en pays gallo mais il faut donner les moyens d'apprendre le breton à ceux qui le désirent.

A l'issue de la réunion, les membres bretonnants des I.P.L.B. (Instituteurs et Professeurs Laïcs Bretons), association qui publie sa propre revue, Skol Vreiz, se sont regroupés en vue de l'enseignement du breton en Loire-Atlantique.

D'autre part, il a été décidé de mettre sur pied une structure départementale d'Ar Falz. Un certain nombre de participants ont formé un bureau qui se réunira prochainement pour définir les responsabilités de chacun et l'action à mener pour l'avenir.

Jean GUIFFAN Pierre-Yves LE RHUN

REVUE DE PRESSE : SAINT - NAZAIRE (SUITE) :

- Vendredi 14 décembre : Licenciements chez BAUDET, entrevue à la Sous-Préfecture La CBDT refuse les licenciements. La Direction ne revient pas sur sa décision et n'accepte pas non plus de mettre en pré-retraite dès le premier trimestre 74, tous ceux qui auront atteint 60 ans à cette date.

- Samedi 15 décembre : débrayage à la SFCMM. Les travailleurs réclament essentiellement une augmentation de salaire.

CALENDRIER :

JEUDI 20 : Réunion LIP à l'appel de la CFDT, 20 H 30, Salle Paul Fort . NANTES .

du 5 au 30 : Exposition à la MJC de RENNES "conditions ouvrières de 1871 à 1971

18 et 19 déc. : "l'usine éclatée" salle de la Mutualité & ST NAZAIRE sous l'égide de la M.J.E. P. et du Centre Culturel protestant.

A PROPOS DE TRACTS :

Les moyens matériels dont disposent le bulletin étant limités : temps, machine à écrire... il est recommandé aux organisations, groupes ou personnes nous faisons parvenir des documents ronéotés de nous les fournir en un nombre d'exemplaires suffisant, (450 environ). Si cela est nécessaire l'APL Nantes fournira la papier.

Situation financière : SOUSCRIPTION RONEO

Le montant recueilli jusqu'à présent s'élève à 380 F. Il reste donc encore 1420 F à couvrir. La souscription reste ouverte !!!

Vie Sociale

Lundi 10/12: Les producteurs de lait et de viande décidés à une action syndicale prochaine: Dans le cadre des assemblées de petite région, organisées par la FDSEA, les agriculteurs s'élèvent contre la dégradation de leur revenu, peu à peu grignoté par l'inflation générale. Une volonté d'action est apparue nettement: grève du lait, rassemblement de masse, action d'information auprès des consommateurs...

Le conflit Sèvre-Vendée: Après le licenciement de 22 ouvriers à Cerizay et la mise à pied de 5 délégués (toutes anciennes grévistes), l'évêque de Poitiers exprime sa confiance aux prêtres de Cerizay qui prennent fermement position en faveur des licenciés.

Mardi 12/12: Grève des chauffeurs routiers à l'appel de la CGT-CFDT-ENCR. Les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail. Ce mouvement national a été très fort en L. Atl. et Ille et Vilaine. Paralyse par exemple des chargements à la raffinerie de Donges et même blocage à celle de Vern dans la banlieue de Rennes.

Grève des transports: 500 camions immobilisés à travers le secteur de St Nazaire à la suite de l'appel des syndicats CGT-CFDT

Poursuite de la grève chez Le Bourget, déclenchée vendredi dernier, les ouvrières n'ayant pas obtenu satisfaction sur le problème de la prime de rendement.

Vendée, les usines de vêtements BIG-CHIEF (1300 personnes) vont arrêter la production durant deux mois: conséquence de la récession (baisse considérable des commandes) et de difficultés d'approvisionnement (hausse affolante des cours et raréfaction des fibres synthétiques).

Mercredi 12/12: Les professeurs de l'ENNA de nouveau en grève. Raisons: trop de travail, pas assez de postes.

Jeudi 13/12: Faute de crédits, l'UER de sciences humaines a fermé ses portes 24 H. En effet la section de psychologie est en faillite et celle de sociologie a suspendu ses paiements. Les chefs de section de sociologie a expliqué les principaux problèmes: devant l'insuffisance des crédits, renonciation à une bibliothèque, refus de 600 étudiants désireux de s'inscrire en valeurs libres.

Vendredi 14/12: Producteurs de lait en colère: dans le saumurois les agriculteurs bloquent des camions de ramassage pour obtenir 0,65 par litre. L'action revendicative des producteurs de lait, commencée mercredi soir (visite à des directeurs d'usines, au président de la coopérative d'Ancenis: René Raimbault...) est passée au Saumurois par le blocage des camions de plusieurs laiteries.

A l'imprimerie des forges de Basse-Indre: 36 emplois supprimés. Les syndicats s'élèvent contre cette décision arbitraire, qui leur apparaît comme "un règlement de compte" envers les organisations syndicales, et qui ne fera qu'aggraver les mauvaises conditions de travail.

La FDSEA de L. Atl. relance l'action syndicale. Un rassemblement lundi devant les abattoirs de Nantes a eu lieu: pour dénoncer les gros intermédiaires et transformateurs profiteurs de la situation. Il sera aussi question des revendications concernant le prix de la viande à la production. Les responsables de L. Atl. relient leur action à celles entreprises dans d'autres départements de l'ouest.

Samedi 14/12: 10 000 producteurs de viande et de lait défilent à Cholet. 10 000 manifestants, producteurs de lait, de viande, des départements des Deux Sèvres, Vendée, Maine et Loire, se sont rassemblés à Cholet contre la baisse des bovins de boucherie à la production, devant les parlementaires qui étaient venus à Cholet débattre dans le cadre de l'aménagement rural. De plus le blocage des camions dans le Saumurois continue; un comité d'action s'est formé pour coordonner les actions.

Manifestations également dans le Finistère, à Quimper et à Quimperlé.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Mardi 11/12: sur le chantier de Port Boyer, une grue de 40 m choit, entraînant son conducteur qui, très contusionné est conduit au CHU.

Vendredi 14/12: Un ouvrier sur un chantier a été victime d'un accident à la jambe.